

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Public Works and Government Services / Travaux
publics et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3
Bid Fax: (613) 545-8067**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services / Travaux publics
et services gouvernementaux
Kingston Procurement
Des Acquisitions Kingston
86 Clarence Street, 2nd floor
Kingston
Ontario
K7L 1X3

Title - Sujet Painting and plating	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0125-14AAS1/B	Date 2015-06-10
Client Reference No. - N° de référence du client W0125-14-AAS1	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$KIN-690-6609
File No. - N° de dossier KIN-4-42019 (690)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2015-07-21	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Rider, Kim (Buyer)	Buyer Id - Id de l'acheteur kin690
Telephone No. - N° de téléphone (613)449-4531 ()	FAX No. - N° de FAX (613)545-8067
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 8 Si Jean Av Bldg 291 8 Wing Trenton ASTRA Ontario K0K3W0 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W0125-14AAS1/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

kin690

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W0125-14-AAS1

File No. - N° du dossier

KIN-4-42019

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 VISITE FACULTATIVE EN VUE DE VOIR L'ÉQUIPEMENT.....	5
2.4 ANCIEN FONCTIONNAIRE	5
2.5 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	7
2.6 LOIS APPLICABLES	7
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	7
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	7
3.1.1 PAIEMENT PAR CARTE DE CRÉDIT	8
3.1.2 FLUCTUATION DU TAUX DE CHANGE	8
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	8
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	8
4.2 ÉVALUATION FINANCIÈRE	9
4.3 MÉTHODE DE SÉLECTION.	9
PARTIE 5 – ATTESTATIONS.....	9
5.1. ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES.....	9
PARTIE 6 – D'ASSURANCES.....	10
6.1 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	10
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	10
A. OFFRE À COMMANDES.....	10
7.1 OFFRE.....	10
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	10
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	10
7.4 OFFRES À COMMANDES - ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS.....	11
7.5 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	11
7.6 RESPONSABLES.....	11
7.7 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	12
7.8 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	12
7.9 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES	12
7.9.1 INSTRUMENT DE COMMANDE	12
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	12
7.11 ATTESTATIONS.....	12
7.12 LOIS APPLICABLES	13
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	13
7.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	13

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0125-14AAS1/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-14AAS1

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42019

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN690
N° CCC / CCC No./ N° VME – FMS

7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	13
7.3	DURÉE DU CONTRAT	13
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	13
7.5	PAIEMENT	13
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION	14
7.7	ESSAI NON DESTRUCTIF (END) EFFECTUÉ PAR LE PERSONNEL DU MDN :	14
7.8	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	14
7.9	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	15
ANNEXE A.....		16
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	16
ANNEXE B.....		22
BASE DE PAIEMENT		22
ANNEXE C.....		25
ASSURANCE.		25

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : |
| | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux , la Base de paiement, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation et toute autre annexe.

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande de soumissions numéro w0125-14AAS1/A, datée du 20 février 2015, dont la date de clôture était le 7 avril 2015 à 2 :00pm.

1.2 Sommaire

Établir une offre à commandes individuelle et régionale pour la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, du matériel et de l'équipement nécessaires pour faire le décapage, la peinture et le placage des systèmes d'arrêt (aéronef) BAK-12, des générateurs, des remorques et des conteneurs ISO à la BFC Trenton, à Trenton, en Ontario de la date d'attribution au 31 mars 2018.

Tous les travaux doivent être exécutés sur demande conformément à l'Énoncé des travaux de l'annexe A aux présentes. Aucune commande minimale ne s'appliquera.

conformément à l'article 01 des instructions uniformisées [2006](#) et [2007](#) des dispositions relatives à l'intégrité, les offrants doivent fournir une liste de tous les propriétaires et(ou) administrateurs et toute autre documentation connexe, au besoin. Consulter la section [4.21](#) du Guide des approvisionnements pour en savoir plus sur les dispositions relatives à l'intégrité.

« pour les besoins de services, les offrants doivent fournir les renseignements demandés, tel que décrit à l'article 2.3 de la Partie 2 de la demande d'offres à commandes, afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires. »

« Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI). »

L'accès au site

L'accès au site est sujet à des restrictions liées au mouvement des troupes ou à d'autres règlements de sécurité, comme le prévoit les unités respectives. Toutes les mesures possibles doivent être prises pour fournir à l'entrepreneur l'accès aux aires de livraison en tout temps. Cependant, une activité du ministère de la Défense nationale (MDN) pourrait parfois entraîner la fermeture de cette aire.

Un préavis de quarante-huit (48) heures doit être donné à l'autorité technique avant la livraison pour atténuer les problèmes qui pourraient survenir en raison d'une activité du MDN. Pour ce qui est des livraisons, la personne-ressource autorisée est l'autorité technique indiquée dans le présent contrat.

Tous les employés doivent être en mesure de présenter une pièce d'identité avec photo délivrée par le gouvernement (comme un permis de conduire ou une autre pièce d'identité que l'autorité technique juge acceptable) lorsqu'ils se trouvent dans la propriété du MDN. Le Canada ne sera pas responsable des coûts encourus par le fournisseur si on refuse l'accès à la Base des Forces canadiennes au personnel de livraison.

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans *le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-d'achat)* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2014-09-25) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Supprimer : 60 jours
Insérer : 90 jours

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

2.3 Visite facultative en vue de voir l'équipement

Il est recommandé que le soumissionnaire ou son représentant voit l'équipement à la BFC Trenton. Des dispositions ont été prises en vue d'une visite au 8, avenue St-Jean, 8^e Escadre Trenton, bâtiment 291, le 5 juillet 2015 à 10:00 am.

On demande aux soumissionnaires de communiquer avec l'autorité contractante au plus tard dans les **trois** jours de la visite prévue afin de confirmer leur présence et de fournir le nom du ou des participants.

Les soumissionnaires devront signer une feuille de présence. Les soumissionnaires devraient confirmer dans leur soumission qu'ils ont vu l'équipement. Les soumissionnaires qui ne prendront pas part à la visite ou qui n'y enverront pas de représentant n'auront pas la possibilité d'avoir un autre rendez-vous, mais ils pourront quand même soumettre une offre. Toute demande de précisions ou de changements à l'invitation à soumissionner après avoir vu l'équipement sera incluse sous la forme d'une modification à l'invitation à soumissionner.

Les soumissionnaires ou leur représentant devront présenter une carte d'identité avec photo (permis de conduire) si on leur demande.

2.4 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra l'offre non recevable.

Définitions

Pour les fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la [Loi sur les prestations de retraite supplémentaires](#) L.R., 1985 ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur les Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire touchant une pension?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et les [Lignes directrices sur la divulgation des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables

2.5 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.6 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre financière (1 copie papier)

Section II: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement »).

Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

3.1.1 Paiement par carte de crédit

- a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T__ (2011-11-06), Fluctuation du taux de change

Section II: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.

- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.2 Évaluation financière

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, FAB destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

4.2.1 Critères d'évaluation financière

L'offrant doit remplir et joindre à son offre l'Annexe B, Base de paiement, en dollars canadiens. Un prix doit être indiqué pour tous les articles figurant à la présente.

Les soumissions seront évaluées en fonction des prix indiqués à l'annexe B, Base de paiement.

L'évaluation pour chaque année sera calculée en multipliant la quantité estimée par le prix unitaire pour établir le prix total. La somme totale du prix total établira le total global pour chaque année. L'évaluation sera fondée sur la somme totale des prix totaux de l'ensemble des trois années.

L'estimation de l'utilisation fournie dans la présente n'a d'autre but que d'établir une grille d'évaluation. Elle est fondée sur la meilleure estimation et ne correspond pas à l'utilisation réelle prévue ni ne constitue aucunement un engagement de la part de l'État.

4.3 Méthode de sélection.

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité – offre, des instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

5.1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – D'ASSURANCES

6.1 Exigences en matière d'assurance

L'offrant doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que l'offrant peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe C si une offre à commandes lui est émise à la suite de la demande d'offres à commandes.

Si l'information n'est pas fournie dans l'offre, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe A.

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 Cette offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

2005 (2014-09-25), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.4 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe A. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- Premier trimestre : au 30 juin;
- Deuxième trimestre : au 30 septembre;
- Troisième trimestre : 31 décembre;
- Quatrième trimestre : au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les 30 jours civils suivant la fin de la période de référence.

7.5 Durée de l'offre à commandes

7.5.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées et les services être rendus du **date of issue au 31 March 2018** inclusivement.

7.6 Responsables

7.6.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Kim Rider
Titre : Supply Specialist
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute

question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.6.2 Chargé de projet (À fournir lors de l'attribution de l'offre à commandes)

.

7.6.3 Représentant de l'offrant

Nom :

Telephone

7.7 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.8 Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est : BFC Trenton.

7.9 Procédures pour les commandes

7.9.1 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire par ex. PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, etc.).

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2014-09-25), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- e) les conditions générale 2010 (2014-09-25) Conditions générales - services (complexité moyenne)
- f) l'Annexe « A », Énoncé des travaux ;
- g) l'Annexe « B », Base de paiement ;
- j) l'Annexe « C », Exigences en matière d'assurance
- k) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*),

7.11 Attestations

7.11.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0125-14AAS1/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-14AAS1

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42019

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN690
N° CCC / CCC No./ N° VME – FMS

commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010C (2014-09-25), Conditions générales - services (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#) (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

7.5.2 Limitation des dépenses

7.5.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* [C6000C](#) (2011-05-16), Limite de prix

7.5.3 Paiement unique

Clause du *Guide des CUA* H1000C (2008-05-12, Paiement unique

7.5.4 Paiement par carte de crédit

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____.

7.6 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
- b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
- c. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

(d) Travail effectué par l'entrepreneur : L'entrepreneur présentera une facture pour le travail, les matériaux et l'équipement nécessaires pour faire le décapage, la peinture et le placage des systèmes d'arrêt (aéronef), des générateurs, des remorques et des conteneurs ISO

7.7 Essais non destructifs (END) exécutés par des membres du personnel du MDN

La nature du présent besoin implique des contraintes en matière de temps et d'emplacements à visiter et, conséquemment, des coûts de déplacement connexes.

Une fois que le décapage de la peinture de composants particuliers est terminé, et avant d'entreprendre l'application d'un apprêt sur lesdits composants ou leur placage, des END doivent être exécutés par des membres du personnel du ministère de la Défense nationale (MDN) de la cellule END de l'ESTTMA de la 8^e Escadre de la Base des Forces canadiennes (BFC) Trenton, en Ontario.

7.8 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C .

L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada,

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0125-14AAS1/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-14AAS1

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42019

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN690
N° CCC / CCC No./ N° VME – FMS

cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables

7.9 *Clauses du Guide des CCUA*

A9117C	T1204 - demande directe du ministère client (2007-11-30)
C0710C	Vérification du temps et du prix contractuel (2007-11-30)
A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes (2011-05-16)

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit fournir tous les matériaux et le matériel nécessaires ainsi que la main-d'œuvre requise pour exécuter les travaux de décapage, de peinture et de placage des systèmes d'arrêt d'aéronef BAK-12, des générateurs ou des remorques et des conteneurs ISO.

Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur devra assumer toutes les dépenses associées au transport du matériel, soit les activités consistant à venir chercher le matériel aux installations de la 86 USS, situées au 8 de l'avenue St. Jean de la BFC Trenton, et celles consistant à y rapporter ledit matériel, pour un total de deux (2) voyages aller-retour.

Exigence relative au temps d'intervention

L'entrepreneur doit venir chercher le matériel pertinent dans les six (6) jours ouvrables suivant la commande subséquente, aux installations de la 86 USS de la 8^e Escadre, situées au 8 de l'avenue St. Jean de la BFC Trenton. Les services de décapage doivent être exécutés dans les quatre (4) jours ouvrables suivant la récupération des composants et ceux-ci doivent être livrés par le fournisseur le 5^e jour, aux installations de la 86 USS, afin que les END puissent être réalisés. Une fois les END exécutés, le POC de la 86 USS avisera le fournisseur afin de lui signaler que les travaux de peinture ou de placage du matériel peuvent être entrepris. Les services de peinture et de placage requis doivent être exécutés dans les dix (10) jours ouvrables suivant la récupération des composants, une fois les END réalisés, et les composants doivent être livrés par le fournisseur le 11^e jour, à l'endroit où il les avait initialement récupérés.

1. Définition

- a. Système d'arrêt BAK-12
 - i. Matériel de fixation
 - Poulie d'amortisseur
 - Poulie de bord de piste
 - Poulie de parois
 - Poulie de sol
 - Moteur et pièces de moteur
 - Tube guide-câble
 - Contenants de l'outillage et du matériel
 - Logement de poulie
- b. Systèmes mobiles d'arrêt d'aéronef (MAAS)
 - i. Équipement connexe
 - Logement des poulies de bord de piste
 - Assemblage structural soudé
- c. Poulies mobiles de bord de piste (MRES)
 - Logement des poulies de bord de piste
 - Assemblage structural soudé
- d. Remorques/génératrices (kVA) et contenants ISO

- i. Revêtement époxy 345 de couleur conforme à la norme militaire, code de couleur FS34094. La peinture n'a pas à être de la couleur habituellement utilisée sur le terrain, elle peut être d'une couleur vert lime.

2. Spécifications

- a. Revêtement par conversion chimique sur l'aluminium
b. MIL-C-5541
b. Travaux de sablage, de décapage par projection ou au moyen du décapant chimique approprié à la peinture
c. Spécifications propres aux travaux de peinture :
i. Apprêt au chromate de zinc TT-P-1757 (pour l'émail)
ii. Enduit époxy au chromate MIL-P-23377 (couche de finition)
iii. Apprêt au chromate de zinc MIL-P-8585 (poulies)
iv. Peinture – fini vert non réfléchissant
Couche de finition – MIL-P-22750
Émail – TT-E-489, classe C
Federal Standard n° 595
Couleur n° 24052

3. Données techniques

- a. BAK-12 (2 unités par ensemble)
- Longueur 125 po (317,5 cm)
- Largeur 52 po (132,1 cm)
- Hauteur 73 po (185 cm)
- Poids 7000 lb/amortisseur (environ)
b. MAAS (2 unités par ensemble)
- Longueur 250,5 po (636 cm)
- Largeur 96 po (244 cm)
- Hauteur (maximale) 93 po (236 cm)
- Poids 10 000 lb/remorque (environ)
c. MRES (2 unités par ensemble)
- Longueur 191 po (485 cm)
- Largeur 89 po (226 cm)
- Hauteur (maximale) 52 po (132 cm)
- Poids 5200 lb/remorque (environ)
d. Tube guide-câble
-Longueur 120 po (304-8 cm)
-Largeur 18 po (45,7 cm)
-Hauteur 12 po (30,5 cm)
-Poids 1100 lb/tube (environ)
e. Poulies (type)
-Longueur 35,5 po (90,2 cm)
-Largeur 18 po (45,7 cm)
-Hauteur 12 po (30,5 cm)
-Poids 800 lb/poulie (environ)

4. Éléments pour le placage en zinc et cobalt avec chromate noir

- a. Les éléments figurant dans le tableau 1 (ci-joint) sont donnés à titre de guide seulement, puisque ces éléments ne font pas tous partie des systèmes d'arrêt d'aéronef.
- b. Habituellement, les vis et les boulons ont au moins ½ po de diamètre.
- c. Procédé de placage en zinc et cobalt avec chromate noir PS100
Type 2, classe 2

ou

Cadmilage – QQ-P-416, type 1, classe 2

Nota

- Le plus gros élément qui fera l'objet d'un placage en zinc et cobalt avec chromate noir est un arbre de 42 po de longueur (106,7 cm) et de 7 po (17,8 cm) de diamètre, pesant de 600 à 800 lb (272,2 à 362,9 kg).

5. Nettoyage

- a. Enlever la vieille graisse, la rouille ou les autres dépôts.

6. Enlèvement de la vieille peinture

- a. Toutes les pièces doivent être décapées soit par sablage, soit par décapage par projection ou à l'acide approprié.
- b. La méthode privilégiée est le sablage ou le décapage par projection.
- c. Une fois la peinture enlevée, mais avant d'appliquer un apprêt ou le placage, le personnel du module d'END de l'ESTTMA, 8^e Escadre, doit effectuer des essais non destructifs sur certains composants. Les éléments qui doivent faire l'objet d'END comprennent notamment : l'arbre principal, les paliers, le logement des freins, les moyeux des freins, les clavettes et les logements de clavette, l'assemblage soudé des bases, les galets et les arbres.

7. Application d'apprêt et de peinture

- a. Moteur d'arrêt BAK-12 (amortisseur)
 - i. Appliquer une couche d'apprêt au chromate de zinc; spéc. TT-P-1757
 - ii. Appliquer deux couches d'émulsion verte non réfléchissante, spéc. TT-E-489, classe C *Federal Standard* n° 595, couleur n° 24052.
 - iii. Appliquer un apprêt sur les deux côtés des tambours des bandes, mais seule la surface extérieure des tambours doit être peinte.
 - iv. L'ensemble du moteur d'entraînement doit être peint d'une seule pièce ou en pièces détachées. Le moteur peut être désassemblé par le personnel du 86 ESPSA pour faciliter les travaux de peinture de tous ses composants.
- b. Poulies
 - i. Appliquer une couche d'apprêt époxy-polyamide de 20 microns, MIL-P-23377 (pour la couche de finition MIL-P-22750).
 - ii. Appliquer deux couches (70-75 microns) d'apprêt polyamide, MIL-P-22750. Utiliser le vert non réfléchissant, couleur n° 24052, *Federal Standard* n° 595.
- c. Tube guide-câble
 - i. Appliquer une couche d'apprêt époxy-polyamide de 20 microns, MIL-P-23377 (pour la couche de finition MIL-P-22750).
 - ii. Appliquer deux couches (70-75 microns) d'apprêt polyamide, MIL-P-22750. Utiliser le vert non réfléchissant, couleur n° 24052, *Federal Standard* n° 595.

8. Placage en zinc et cobalt avec chromate noir

- Placage en zinc et cobalt de toutes les pièces d'acier non peintes, conformément à la norme QQ-P-416, classe 2.
- Les pièces à peindre figurent notamment dans le tableau 1 (ci-joint).
- Tous les galets d'acier feront l'objet d'un placage en zinc et cobalt, conformément à la norme QQ-P-416, classe 2.

9. Revêtement par conversion chimique

- Revêtement par conversion chimique de toutes les pièces d'aluminium, conformément à la norme MIL-C-5541.

10. Demande d'effectuer des retouches de peinture au besoin.

SIGLES

BAK : Dispositif d'arrêt à barrière
BFC : Base des Forces canadiennes (nommément la 8^e Escadre Trenton dans le présent document)
END : Essai non destructif
kVA : Kilovoltampère
MAAS : Systèmes mobiles d'arrêt d'aéronef
MDN : Ministère de la Défense nationale
MRES : Poulies mobiles de bord de piste

Tableau 1

Article	Figure et index	Description	N° de pièce
1	3-3-19	MOYEU	17SK173-1
2	3-3-13	BOULON À ŒILLET	44724-9
3	3-3-12	GOUPILLE, BANDE	17SK096-3
4	3-3-15	BOULON, ¼ po x 3/8 po	AN4-6A
5	3-3-14	GOUPILLE DE RETENUE	17SK097-1
6	3-3-20	BOULON, ½ po x 7/8 po	AN8-14A
7	3-3-21	RONDELLE-FREIN ½ po	AN935-816
8	3-3-7	VIS À TÊTE PLATE	
9	3-3-9	RONDELLE PLATE J18	AN960-616
10	3-3-22	RONDELLE PLATE 3/8 po	AN960-816L
11	3-3-2	BOULON ¾ po X 1 ¼ po	AN 12-20A
12	3-3-10	RONDELLE PLATE 3/8 po	AN970-6
13	3-3-26	RONDELLE D'ESPACEMENT PLATE ¾ po	AN960-1216L
14	3-3-28	VIS À ÉPAULEMENT ¾ po X 2 po	447J4-5
15	3-3-29	CALE	44655-1
16	3-3-23	BOULON 5/8 po x 1-7/16 po	AN10-23A
17	3-3-24	RONDELLE PLATE 5/8 po	AN960-1016
18	3-3-35	BOULON ½ po x 3/8 po	ANS-6A
19	3-3-37	RONDELLE PLATE ½ po	AN960-816

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0125-14AAS1/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-14AAS1

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42019

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN690
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Article	Figure et index	Description	N° de pièce
20	3-3-38	TIGE, FREIN D'ÉCROU DE PRESSE-GARNITURE	44417-1
21	3-3-41	BAGUE DE RESTRICTION	44897-1
22	3-3-45	BOULON, 5/8 po x 1-1/4 po	ANIO-20A
23	3-3-46	RONDELLE PLATE 21/32 po	44834-26
24 •	3-3-48	ARBRE ROTOR	44848-2
25	3-3-50	BAGUE D'ESPACEMENT	44928-1
26	11-3-2	PLAQUE DE RETENUE, ARBRE	44465-1
27	11-3-3	BOULON ½ po x 1-1/4 po	COMM,L
28	11-3-6	BOULON À ŒILLET À ÉPAULEMENT	3014T49
29	11-3-7	BOULON ½ po x 1-1/4 po	COMM,L
30	11-3-9	ARBRE	44457-1
31	11-3-10	PLAQUE D'USURE	45028-1
32	10-3-10	PLAQUE D'USURE	45029-1
33	10-3-11	VIS CREUSE	COMM,L
34	10-3-12	VIS CREUSE À TÊTE PLATE ½ po x 2 ½ po	COMM,L
35	11-3-14	RONDELLE ½ po	COMM
36	11-3-15	PLAQUE D'USURE	45028-2
37	10-3-15	PLAQUE D'USURE	45029-3
38	11-3-16	CALE	44463-1
39	11-3-17	CALE	44663-2
40	11-3-19	ESPACEUR	44459-1
41	10-3-19	ESPACEUR	44459-1
42	11-3-23	GALET	44464-2
43	10-3-23	GALET	44464-1
44	8-8-123	ENS. LEVIER AVEC RONDELLE ET ÉCROUS	44993-4
45	8-8-5	CAME	44756-1
46	8-8-6	RONDELLE DE BUTÉE	TB-1632
47	8-8-8	ÉCROU 3/8 po	MS20364-624
48	8-8-7	MANCHON	44988-2 .
49	8-8-9	RONDELLE PLATE 3/8 po	AN960-616
50	8-8-10	VIS À TÊTE PLATE	AN509-616R37
51	8-8-11	MANCHON	44730-1
52	8-8-12	BUTÉE	44994-1
53	8-8-14	RONDELLE	AN960-816
54	8-8-15	BOULON ½ po X 2 3/32 po	AN8-20A
55	8-8-16	ÉCROU 5/8 po	21NTU-101
56	8-8-17	RONDELLE PLATE 5/8 po	AN960-1016
57	8-8-18	VIS 5/8 po -11 x 4 ½ po	44986-32
58	8-8-19	ÉCROU ½ po	MS21083N8
59	8-8-20	RONDELLE PLATE ½ po	44771-1
60	8-8-21	BOULON ½ po x 2 14/16 po	AN8-26A
61	8-8-23	MOUFLE	44990-3
62	8-8-24	ÉCROU ½ po	20SK735-4
63	8-8-25	TIGE	44990-
64	8-8-26	RONDELLE	44771-1
65	8-8-29	GALET	44986-16
66	8-8-30	ÉCROU 5/8 po	MS21083N10
Article	Figure et index	Description	N° de pièce
67	8.8-31	RONDELLE PLATE 5/8 po	AN960-1016
68	8-8-32	BOULON 5/8 po x 2 29/32 po	AN10-26A

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0125-14AAS1/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-14AAS1

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42019

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN690
N° CCC / CCC No./ N° VME – FMS

69	8-8-33	LEVIER	44421-1
70	8-8-34	ÉCROU 5/8 po	21NTU-101
71	8-8-35	RONDELLE PLATE 5/8 po	AN960-1016
72	8-8-36	VIS À TÊTE CREUSE	44986-57
73	8-8-	ESPACEUR	44986-17
74	8-8-38	SUPPORT, MOUFLE	44992-1
75	8-8-40	RONDELLE PLATE ½ po	AN960-816
76	8-8-41	BOULON ½ po x 2 3/32 po	AN8-20A
77	8-8-42	PIVOT	44419-1
78	8-8-43	ÉCROU ¾ po	MS21083NI2
79	8-8-44	RONDELLE PLATE ¾ po	AN960-1216L
80	8-8-46	POIGNÉE	44664-1
81	8-8-46	MANIVELLE	44420-1
82	8-8-50	RONDELLE	44986-27
83	8-8-51	VIS CREUSE À ÉPAULEMENT	44986-41
84	4-6-1	GALET	44677-1
85	4-6-3	RONDELLE	AN960-1616L
86	4-6-4	GOUPILLE	44678-1
87	4-7-1	GALET	44677-1
88	4-7-3	RONDELLE PLATE 1 po	AN960-1616
89	4-7-4	GOUPILLE	44678-1
90	4-7-6	RONDELLE PLATE ½ po	AN960-816
91	4-7-7	BOLT ½ po x ¾ po	AN8-12
92	4-7-8	RETENUE, ARBRE	44812-1
93	4-7-9	BOULON ¼ po x ¼ po	AN4-4A
94	4-7-11	ARBRE	44813-1
95	4-7-12	RONDELLE PLATE 1 po	AN960C1616
96	4-7-13	GALET	44814-1
97	4-8-2	BOULON	AN3-13A
98	4-8-3	RONDELLE PLATE 0,090 po D'ÉPAISSEUR,	AN960-1616
99	4-9-1	ESPACEUR.	44417-5
100	4-9-3	RONDELLE ½ po	COMM,L
101	4-9-4	BOULON À TÊTE HEXAGONALE	44477-5
102	8-6-12	RETENUE, ROULEMENT	44892-1
103	8-6-13	BOULON	AN12H34A
104	8-6-/4	ADAPTATEUR, ROULEMENT	44890-1
105	8-6-15	BOULON, 3/8 po x 2-31/32 po	AN6-27A
106	8-6-	RONDELLE PLATE 3/8 po	AN960-616L
107	8-6-	ADAPTATEUR, ARBRE	44891-1
108	8-6-30	RONDELLE PLATE 1 po	AN960-1616
109	8-6-33	VIS À TÊTE PLATE	44724-18
110	8-6-22	ÉCROU ½ po ACIER NC	44728-3
111	8-6-23	RONDELLE EN ACIER DE TYPE LÉGER, DI ½ po	44728-6
112	8-6-24	BARRE, ACIER ½ po x 1 ½ po X 4 po	44728-4
113	8-6-26	BOULON À GILLET ½ po x 13	44728-2

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

1. Instructions relatives à l'établissement des prix

- i. Les prix doivent être des prix tout compris, en dollars canadiens, pour tous les articles de la base d'établissement des prix.
- ii. Périodes :
Première année (année 1) : de la date d'attribution du contrat au 31 mars 2016;
Deuxième année (année 2) : du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017;
Troisième année (année 3) : du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018.

2. Emplacement de l'entreprise

Indiquer l'adresse des installations de l'entreprise où les travaux de décapage et de peinture seront exécutés.

Base d'établissement des prix « A »

A. Placage en zinc et cobalt

La remise à neuf de toute pièce non peinte est faite conformément à la norme militaire (norme relative aux systèmes d'arrêt d'aéronef);

Le prix des travaux de placage en zinc et cobalt est établi en fonction du poids du matériau faisant l'objet du placage (\$/lb).

a) Placage en zinc et cobalt	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	100 lb	100 lb	100 lb
PRIX UNITAIRE	_____ \$/lb	_____ \$/lb	_____ \$/lb

B. Travaux de peinture

Toutes les surfaces peintes doivent être entièrement décapées, recouvertes d'un apprêt et peintes conformément à la norme militaire traitant des systèmes d'arrêt d'aéronef de l'annexe A jointe aux présentes.

a) BAK12	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	3	2	2
Sablage	_____ \$ ch BAK12	_____ \$ ch BAK12	

Peinture et matériaux	_____ \$ ch BAK12	_____ \$ ch BAK12	_____ \$ ch BAK12
b) Remorque du MAAS	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	3 chaque	2 chaque	2 chaque
Sablage	_____ \$ ch	_____ \$ ch	_____ \$ ch
Peinture et matériaux	_____ \$ ch	_____ \$ ch	_____ \$ ch
c) Remorque du MRES	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	2	2	2
Sablage	_____ \$ ch	_____ \$ ch	_____ \$ ch
Peinture et matériaux	_____ \$ ch	_____ \$ ch	_____ \$ ch
d) Tube guide-câble	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	1	1	1
Sablage	_____ \$ ch tube guide-câble	_____ \$ ch tube guide-câble	_____ \$ ch tube guide-câble
Peinture et matériaux	_____ \$ ch tube guide-câble	_____ \$ ch tube guide-câble	_____ \$ ch tube guide-câble
e) Poulie	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	1	1	1
Sablage	_____ \$ ch poulie	_____ \$ ch poulie	_____ \$ ch poulie
Peinture et matériaux	_____ \$ ch poulie	_____ \$ ch poulie	_____ \$ ch poulie

C. Remorques/génératrices kVA et contenants ISO

Couleur conforme à la norme militaire, code de couleur FS34094, revêtement époxy 345. La peinture n'a pas à être de la couleur habituellement vue sur le terrain, elle peut être d'une couleur vert lime.

a) Remorque/gén. kVA	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année
Qté est. par année	1	1	1

N° de l'invitation - Sollicitation No.
W0125-14AAS1/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-14AAS1

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42019

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN690
N° CCC / CCC No./ N° VME – FMS

Prix unitaire _____ \$ ch _____ \$ ch _____ \$ ch

Sablage _____ \$ ch _____ \$ ch _____ \$ ch

Peinture et matériaux _____ \$ ch _____ \$ ch _____ \$ ch

b) Contenant ISO

1^{re} année

2^e année

3^e année

2

1

1

Qté est. par année

Prix unitaire _____ \$ ch

_____ \$ ch

_____ \$ ch

Sablage _____ \$ ch

_____ \$ ch

_____ \$ ch

Peinture et matériaux _____ \$ ch

_____ \$ ch

_____ \$ ch

Base d'établissement des prix « B »

Autres éléments connexes non indiqués ci-dessus :

1. Divers services connexes

1^{re} année

2^e année

3^e année

Nombre est. d'heures par année :

50 heures

50 heures

50 heures

Taux

_____ \$/h

_____ \$/h

_____ \$/h

Matériaux non compris dans la base d'établissement des prix « A »

2 000,00 \$

2 000,00 \$

2 000,00 \$

Utilisation est. par année :
Prix de revient plus une majoration de

_____ %

_____ %

_____ %

1. Emplacement de l'entreprise

2. Indiquer l'adresse des installations de l'entreprise où les travaux de décapage et de peinture seront exécutés.

Annexe C

Assurance.

Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- r. L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

Assurance responsabilité civile automobile

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance automobile d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de

N° de l'invitation - Solicitation No.
W0125-14AAS1/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
W0125-14AAS1

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
KIN-4-42019

Id de l'acheteur - Buyer ID
KIN690
N° CCC / CCC No./ N° VME – FMS

cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident.

2. La police d'assurance doit comprendre les éléments suivants :

- a. Assurance de responsabilité civile - limite minimale de 2 000 000 \$ par accident ou par incident;
- b. Assurance individuelle - lois de toutes les juridictions;
- c. Garantie non-assurance des tiers;
- d. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.